

Formation macroéconomique: Jeudi 6 février

L'objectif de cette formation d'une après-midi est de connaître et comprendre la logique des outils (de les démystifier ?).

1. Comptabilité Nationale: un langage et un outil

- a. Les agents macroéconomiques (ménages, entreprises, gouvernement, reste du monde) et les flux
- b. La valeur ajoutée
- c. Les trois optiques
- d. Prix constants et parité de pouvoir d'achat
- e. Instrument de pilotage de l'économie
- f. Comparaisons difficiles...

2. Budget de l'Etat et MTEF (CDMT)

- a. Reflet de l'intervention publique (règles et publicité)
- b. Structure d'un budget
- c. Définition du « gap » ou déficit de financement
- d. Les difficultés de la gestion budgétaire publique chez nos partenaires : Progrès
- e. Cadre des dépenses à moyen terme (MTEF)

3. Balance des paiements

- a. Un comptabilité à double entrée
- b. La notion de résidence, flux courants et de capital
- c. Structure de la Balance des paiements
- d. Où mettre la « ligne » ?
- e. Balance des paiements et marché des changes

4. Le cadre macroéconomique

- a. Les relations entre les agrégats
- b. Le cadrage FMI et les « benchmarks »

Source: "Macroeconomics" Sherman & Evans
Harper and Row - NY 1984

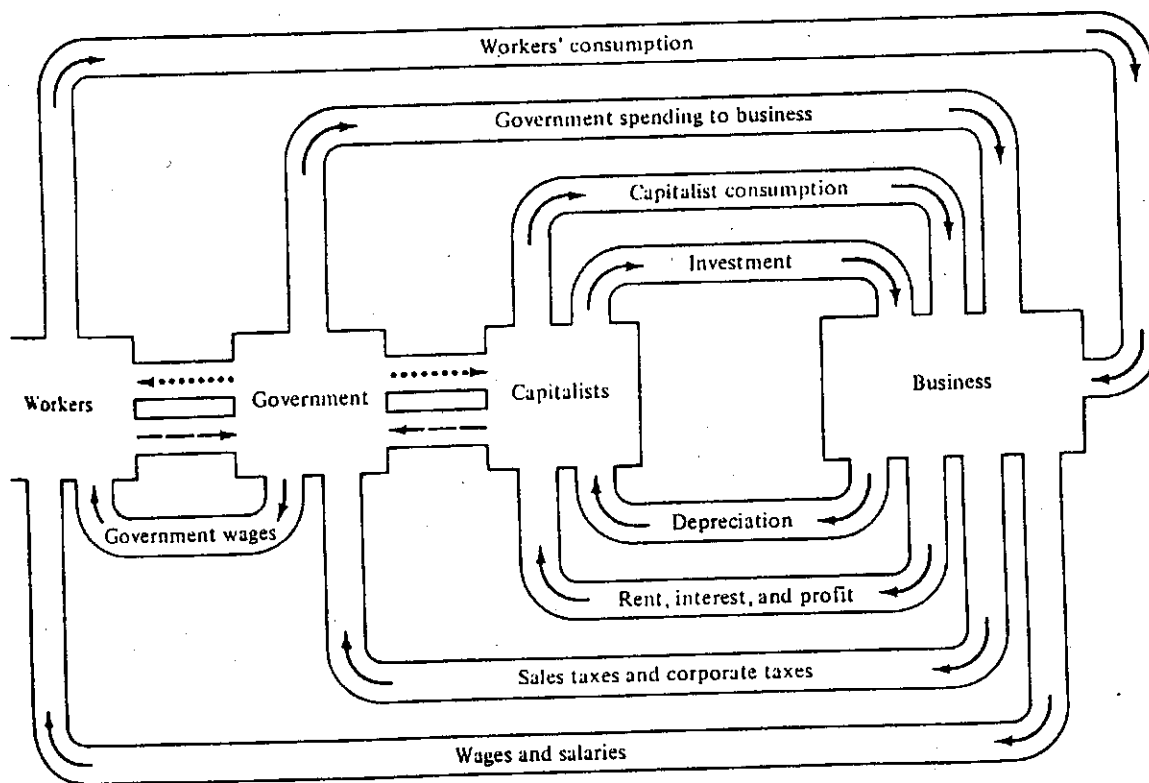


Figure 3.2 The Circulation of GNP (Flow of Dollars)
NOTE: Imports and exports are omitted.

... on the other hand, is a stock of goods at a particular time, such as January

Si on utilise les symboles habituels,

C = dépenses de consommation privée (des ménages) : biens durables compris, sauf logement

G = consommation publique (de l'état) : sa valeur ajoutée plus ses achats de biens et services courants

I = investissements (formation de capital fixe + variations de stocks)
 I des entreprises : constructions, machines et équipements
 I de l'état : idem + infrastructures, routes, etc...
 I des ménages : logements

X = exportations

M = importations

PIB = produit intérieur brut

on a donc nécessairement, quand on agrège la totalité des producteurs et qu'on ajoute à ce qui a été produit dans le pays, ce qu'on y a importé :

Valeur de la production + M = C + G + I + X + somme des inputs
 (nationaux + importés)

Ce qui correspond à l'idée que ce qui est disponible durant une période donnée dans une économie doit avoir reçu une affectation.

En réordonnant, pour faire apparaître à gauche du signe d'égalité le produit intérieur tel que nous l'avons discuté plus haut, on a :

Valeur de la production - somme des inputs = C + G + I + X - M

ou : Somme des valeurs ajoutées = C + G + I + X - M

et on a, si on travaille sur des concepts bruts (incluant les amortissements tant du côté du produit intérieur que des investissements)

$\text{PIB} = C + G + I + X - M$

Cette identité macro-économique fondamentale met bien en lumière

- 1) la possibilité de calculer la performance de production de l'économie du côté des producteurs, comme la somme des valeurs ajoutées produites. De plus, ces valeurs ajoutées peuvent être logiquement agrégées sur une base sectorielle (et aussi, si nécessaire, sur une base régionale) pour donner des informations sur la structure productive de l'économie;

- 2) la possibilité de calculer la même performance sur la base de l'utilisation des biens et services qui ne disparaissent pas pour permettre la production d'autres biens et services, et qui satisfont donc ce qu'on appelle la demande finale : la demande des consommateurs, la demande du secteur des administrations publiques, les investissements et la demande en provenance de l'étranger. Dans la mesure où une partie de ces biens sont produits dans des économies étrangères, et ne correspondent pas à une valeur ajoutée nationale, on déduit l'ensemble des importations de la demande finale pour respecter l'équivalence des mesures.

Les relations entre les agrégats

Pour chaque période, on aura des égalités comptables mettant en relation les comptes du secteur privé, publics et les transactions courantes avec le reste du monde : les soldes garderont nécessairement une relation entre eux telle que les égalités ci-dessous seront respectées.

$$Y = C + I + G + X - M$$

$Y + M = C + I \text{ (public et privé)} + G + X$

$$Y + M - T = C + I + G + X - T \text{ (en déduisant les taxes de chaque côté)}$$

$$Y - C - T = I + G - T + X - M \text{ (en réordonnant)}$$

$$S_{\text{privé}} = I_{\text{privé}} + I_{\text{public}} + G - T + X - M \text{ (en posant } Y - C - T = S_{\text{privé}})$$

$$(T - G - I_{\text{public}}) = (I_{\text{privé}} - S_{\text{privé}}) + (X - M)$$

Cela permet entre autres de déduire que s'il y a égalité entre épargne et investissement privé, un déficit public ira nécessairement de pair avec un déficit de la balance des transactions courantes

Tableau I. Bénin: Repères structurels et financiers et critères de performance du programme, 2001-02

(en milliards de Francs CFA, sauf indications contraires)

	2001		2002	
	Fin-septembre 1/	Fin-décembre 2/	Fin-mars 1/	Fin-juin 1/
Repères quantitatifs				
Crédit bancaire net au gouvernement 2/ 3/	-52.0	-51.0	-55.0	-57.0
Non accumulation de nouveaux arriérés de paiement extérieurs par le gouvernement (montants cumulés depuis fin-septembre 2001) 5/	0.0	0.0	0.0	0.0
Nouveaux emprunts extérieurs ou garantis non concessionnels à échéance de plus d'une année 2/ 5/ 6/	0.0	0.0	0.0	0.0
Emprunts extérieurs à court terme d'une durée inférieure à un an (stock) 2/ 6/	0.0	0.0	0.0	0.0
Repères structurels				
Soumettre pour vote par l'Assemblée nationale les amendement à la loi sur le nouveau mécanisme de rémunération 1/		Fin-décembre 2001		
Compléter l'inventaire de toutes les réclamations des agents permanents de l'Etat sur le gouvernement 1/		Fin-décembre 2001		
Se mettre d'accord avec les services du Fonds monétaire international sur un plan d'action pour la privatisation de la banque dont la majorité du capital est détenue par l'Etat 1/		Fin-décembre 2001		
Reconcilier les comptes à fin 2000 des directions du trésor et du budget, des projets d'investissement public financés par l'extérieur, et des entités qui sont incluses dans les opérations financières du gouvernement central 1/		Fin-décembre 2001		
Dépenses de santé (montants cumulés depuis fin-juin 2001) 1/ 7/	13.0	30.0	40.2	50.5
Dépenses d'éducation (montants cumulés depuis fin-juin 2001) 1/ 7/	24.1	48.2	68.1	87.9
Indicateurs (montants cumulés depuis fin décembre 2000)				
Recettes totales 8/	204.0	288.8	363.4	438.0
Dépenses primaires 9/	165.7	260.1	321.7	390.6
Masse salariale	60.8	80.8	101.3	123.8
Pour mémoire:				
Dons et prêts programme (montants cumulés depuis fin-juin 2001)	12.8	30.6	30.6	30.6
Cible pour les dépenses sur projets financés par l'initiative en faveur des PPTE (montants cumulés depuis fin-juin 2001) 10/	6.2	12.5	15.5	21.4

1/ Repères

2/ Critères de performances

3/ Les limites seront corrigées à la baisse (à la hausse) du montant de l'aide extérieure exceptionnelle non compris l'allègement de la dette extérieure, si celui-ci dépasse les (est inférieur aux) prévisions du programme. Cette révision sera limitée, dans le cas d'un manque à gagner, à 17 milliards à fin-décembre 2001, fin-mars 2002 et fin-juin 2002. Les cibles seront aussi révisées à la baisse au cas où le montant du produit des privatisations dépasse le montant programmé des dépenses de restructuration.

4/ A l'exclusion des arriérés liés à la dette auprès des créanciers non membres du Club de Paris pour laquelle le gouvernement est en négociations pour obtenir des conditions aussi favorables que celles octroyées par les membres du club de Paris en octobre 1996.

5/ Ce critère de performance s'applique non seulement aux dettes telles que définies au Point 9 des directives pour les critères de performances concernant la dette extérieure (Décision No. 12274-(00/85, 24/8/2000), mais aussi aux dettes contractées ou garanties par le gouvernement pour lesquelles les montants n'ont pas été décaissés. Il exclut les prêts contractés pour le rééchelonnement de la dette. La concessionnalité de la dette extérieure est définie par les directives révisées du FMI, approuvées le 21 octobre 1995, et est calculée sur la base des directives du 15 avril 1996.

6/ La définition du terme "dette" est présentée au Point No. 9 des directives pour les critères de performance en ce qui concerne la dette extérieure (décision No. 12274-(00/85 du 24/8/2000). Il exclut le fincement normal du commerce extérieur.

7/ Dépenses totales.

8/ Exclut les dons.

9/ Dépenses totales dont on déduit les paiements d'intérêt, les dépenses d'investissement financées par l'extérieur et les prêts nets.

10/ Le montant total attendu et budgétisé au titre de l'allègement de la dette est de 18.4 milliards de francs CFA en 2001 et 19.9 milliards de francs CFA en 2002. A fin juin 2001, le montant dépensé sur les projets financés par les ressources PPTE s'élevait à 2.8 milliards de francs CFA.

H2C sur do
IMF public de l'extérieur

Tableau financier de l'état.

29-Sep-01	2001					Check	2002				
	Q1	Q2	Q3	Q4	2001		Q1	Q2	Q3	Q4	2002
	Est.	Projections					Proj.	Projections			
Recettes totales	63.2	62.9	73.9	88.7	268.8	0.0	74.6	74.6	84.8	85.3	319.2
Fiscales	57.4	57.4	66.2	73.0	253.9	0.0	66.0	66.7	75.2	72.3	280.2
Recettes douanières	30.6	28.5	38.4	42.1	139.5	0.0	30.8	35.1	44.3	42.9	153.1
Impôts directs et indirects	26.7	28.9	27.8	30.9	114.4	0.0	35.3	31.6	30.9	29.4	127.2
dont: BIC SONAPRA											
dont: BIC égrenneurs privés											
dont: Acompte forfaitaire sur le BIC											
Autres recettes fiscales											
Nonfiscales	5.9	5.5	7.7	15.8	34.9	0.0	8.5	7.9	9.6	13.0	39.0
Revenu des entreprises et instit. financ.											
SONAPRA											
SONACOP											
Autres											
CAA (ressources propres)											
Autres recettes non fiscales											
Mesures fiscales additionnelles											
Dépenses totales	59.9	61.8	98.9	141.1	361.7	0.0	81.9	92.7	100.5	124.1	399.2
Dépenses primaires	49.8	48.7	66.7	96.5	261.8	0.0	61.8	67.4	73.5	89.2	291.8
Salaires, pensions et bourses	22.1	27.9	25.7	26.4	102.1	0.0	26.5	27.8	27.3	26.7	108.2
Salaires	18.4	21.2	20.6	20.6	80.8	0.0	20.5	22.5	21.9	20.9	85.8
Pensions	2.3	5.7	4.2	4.8	17.0	0.0	4.6	4.2	4.5	4.8	18.0
Bourses	1.4	1.0	0.9	1.0	4.3	0.0	1.4	1.1	0.9	1.0	4.4
Autres dépenses et transferts courants	24.8	6.8	26.3	47.4	105.2	0.0	18.6	22.1	27.8	43.1	111.6
dont: Education						0.0					
dont: Santé						0.0					
Contribution budgétaire à l'investissement	2.9	14.0	14.8	22.8	54.5	0.0	16.7	17.5	18.4	19.4	72.0
X Solde primaire (définition étroite)	13.4	14.2	7.2	-7.8	27.0	0.0	12.8	7.2	11.3	-3.9	27.4
Y Solde primaire (définition large)	4.6	5.6	-20.8	-46.1	-56.6	0.0	-6.0	-13.6	-11.5	-32.5	-63.6
Intérêts	1.2	4.5	4.2	6.2	16.2	0.0	1.3	4.5	4.3	6.3	16.4
Dette intérieure	0.0	0.7	0.5	0.6	1.8	0.0	0.0	-0.5	0.3	0.4	1.3
Dette extérieure	1.2	3.8	3.7	5.6	14.4	0.0	1.3	4.0	3.9	5.9	15.1
Dépenses d'investissement (financés par l'extérieur)	8.7	8.7	27.9	40.3	85.6	0.0	18.8	20.8	22.8	28.6	91.0
Prêts nets (remboursements)	0.1	-0.1	0.0	-2.0	-2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
X Déficit global (base ordonnancement)	3.4	1.1	-25.0	-52.3	-72.8	0.0	-7.3	-18.1	-15.7	-38.9	-80.0
Variation des arriérés	0.0	-1.6	-1.0	-1.4	-4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés extérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés intérieurs	0.0	-1.6	-1.0	-1.4	-4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiement pendant la période complémentaire/float	-4.4	2.9	0.8	-0.8	-1.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
X Solde global (-deficit)	-1.1	2.4	-25.2	-54.5	-78.3	0.0	-7.3	-18.1	-15.7	-38.9	-80.0
Financement	1.1	-2.5	25.2	54.6	78.3	0.0	6.1	15.4	12.6	35.3	69.3
Intérieur	-16.4	-10.8	-16.1	-5.8	-49.1	0.0	-8.9	-2.2	-6.3	0.2	-17.2
Financement bancaire	-16.4	-10.8	-13.1	-0.5	-40.8	0.0	-3.3	-2.2	-6.3	6.1	-5.7
Tirage net sur le Fonds monétaire	1.0	-1.4	-3.8	1.2	-3.1	0.0	-2.7	1.7	-3.8	1.9	-3.0
Déboursement	3.7	0.0	0.0	3.9	7.5	0.0	0.0	3.8	0.0	3.7	7.5
Remboursement	-2.7	-1.4	-3.8	-2.7	-10.6	0.0	-2.7	-2.1	-3.8	-1.8	-10.4
Autres	-17.4	-9.4	-9.3	-1.7	-37.7	0.0	-0.6	-3.9	-2.5	4.2	-2.8
Financement non bancaire et ventes d'actifs	0.0	0.0	-3.0	-5.4	-8.4	0.0	-5.6	0.0	0.0	-5.9	-11.5
Financement non bancaire	0.0	0.0	0.0	-1.4	-1.4	0.0	0.0	0.0	0.0	-1.5	-1.5
Ventes d'actifs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restructuration	0.0	-0.1	-3.0	-4.0	-7.0	0.0	-5.6	0.0	0.0	-4.4	-10.0
Extérieur	17.5	8.4	41.3	60.4	127.5	0.0	15.0	17.6	18.9	35.0	86.6
Financement projets	9.1	9.1	29.0	38.3	85.6	0.0	18.8	20.8	22.8	28.8	91.0
Dons projets	2.8	2.8	15.0	20.7	41.4	0.0	9.1	10.1	11.1	14.1	44.2
Prêts projets	6.3	6.3	14.0	17.6	44.2	0.0	9.7	10.7	11.7	14.7	46.8
Amortissement	-4.5	-5.0	-6.0	-2.0	-17.5	0.0	-4.9	-5.4	-6.5	-2.2	-19.0
Titrisation (Banques de l'UEMOA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Aides programme	10.6	-0.5	12.8	17.8	40.7	0.0	0.0	0.0	0.0	5.4	5.4
Dons programme	10.6	-0.5	5.4	4.8	20.3	0.0	0.0	0.0	0.0	5.4	5.4
Prêts programme	0.0	0.0	7.4	13.1	20.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Allègement obtenu du service de la dette	2.2	4.7	5.5	6.3	18.7	0.0	1.1	2.3	2.7	3.1	9.1
Allègement de la dette en cours	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement (-excès)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2	2.7	3.1	3.6	10.6
Allègement possible de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.3	2.7	3.2	3.6	10.8
Aide bilatérale et multilatérale non prévue	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1

Table 5. Benin: Consolidated Government Operations 1999-2004

	1999	2000			2001				2002			2003	2004
	Rev. prog. 1/	HIPC assist.	Est.	June		Rev. prog. 1/	HIPC assist.	Proj.	Rev. prog. 1/	Proj.	Proj.	Proj.	
				Rev. prog. 1/	Est.								
(In billions of CFA francs)													
Total revenue	234.9	256.0	0.0	266.2	132.4	126.2	278.2	0.0	288.8	306.9	319.1	354.9	388.4
Tax revenue	200.8	225.1	0.0	234.1	117.4	114.8	246.8	0.0	253.9	273.5	280.1	313.5	344.7
Tax on international trade 2/	106.8	125.1	0.0	126.7	63.2	59.1	136.9	0.0	139.5	139.8	152.9	170.1	184.3
Direct and indirect taxes	94.0	99.9	0.0	107.4	54.2	55.7	109.9	0.0	114.4	133.7	127.2	143.4	160.3
Nontax revenue	34.0	30.9	0.0	32.1	15.0	11.4	31.4	0.0	34.9	33.5	39.0	41.5	43.7
Total expenditure	258.0	312.5	3.5	322.5	161.6	121.7	354.9	18.4	361.7	380.7	399.2	432.5	472.6
Wages	66.2	77.0	0.0	74.8	40.2	39.6	80.8	0.0	80.8	84.8	85.8	92.8	101.5
Pensions and scholarships	18.3	19.7	0.0	19.3	11.5	10.4	21.3	0.0	21.3	22.3	22.4	23.5	24.7
Current transfers	20.5	31.6	3.5	26.8	22.9	9.1	40.7	9.8	47.8	43.2	48.5	52.9	61.9
Other expenditure	42.4	48.3	0.0	64.7	27.0	22.5	57.4	1.0	57.4	64.6	63.1	70.5	74.6
Investment	92.8	117.9	0.0	122.5	51.9	34.3	140.1	0.0	140.1	151.7	163.0	176.4	193.0
Budgetary contribution	28.0	40.0	0.0	35.0	23.0	16.9	54.5	7.6	54.5	59.0	72.0	74.0	81.1
Financed from abroad	64.8	77.9	0.0	87.4	28.9	17.4	85.6	0.0	85.6	92.7	91.0	102.4	112.0
Net lending (minus = reimbursement)	4.5	2.5	0.0	0.3	0.0	0.0	-2.0	0.0	-2.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Primary balance 3/	-9.7	-41.1	-3.5	-42.2	-21.2	10.2	-60.2	-18.4	-56.6	-58.7	-63.7	-61.2	-67.3
Interest	13.5	15.5	0.0	14.1	8.1	5.8	16.5	0.0	16.2	14.0	16.4	16.4	17.0
Internal debt	1.9	1.5	0.0	1.6	0.9	0.7	1.8	0.0	1.8	1.3	1.3	0.9	0.8
External debt	11.6	14.0	0.0	12.4	7.2	5.0	14.7	0.0	14.4	12.8	15.1	15.4	16.1
Overall balance (payment order basis)	-23.1	-56.6	-3.5	-56.3	-29.2	4.4	-76.7	-18.4	-72.8	-72.7	-80.1	-77.5	-84.3
Change in arrears	-24.6	-29.2	0.0	-30.6	-1.0	-1.6	-4.0	0.0	-4.0	-1.0	0.0	0.0	0.0
External debt (principal and interest payments)	-13.3	-14.8	0.0	-14.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Domestic debt	-11.3	-14.4	0.0	-15.8	-1.0	-1.6	-4.0	0.0	-4.0	-1.0	0.0	0.0	0.0
Payments during complementary period/floor	3.2	-4.3	0.0	-0.6	0.0	-1.5	0.0	0.0	-1.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Overall balance (cash basis)	-44.5	-90.1	-3.5	-87.5	-30.2	1.4	-80.7	-18.4	-78.3	-73.7	-80.1	-77.5	-84.3
Financing	44.6	89.9	3.5	87.5	30.3	-1.4	71.8	18.7	78.3	55.7	69.3	55.4	64.0
Domestic financing	-35.8	4.9	0.0	13.9	7.5	-27.3	-23.4	0.0	-49.1	-21.9	-17.2	-26.4	-26.2
Bank financing	-46.3	-3.3	0.0	1.2	7.5	-27.3	-12.0	0.0	-40.8	-21.9	-5.7	-19.9	-19.7
Net use of Fund resources	0.6	-2.6	0.0	-2.5	2.7	-0.5	0.7	0.0	-3.1	-4.2	-3.0	-6.9	-7.9
Disbursements	6.1	6.4	0.0	6.3	7.6	3.7	11.3	0.0	7.5	6.3	7.5	3.8	0.0
Repayments	-5.5	-8.9	0.0	-8.9	-4.9	-4.1	-10.6	0.0	-10.6	-10.5	-10.4	-10.7	-7.9
Other	-46.9	-0.7	0.0	3.8	4.8	-26.8	-12.7	0.0	-37.7	-17.6	-2.8	-13.0	-11.8
Nonbank financing	10.5	8.2	0.0	12.6	0.0	0.0	-11.4	0.0	-8.4	0.0	-11.5	-6.5	-6.5
Privatization	10.7	0.9	0.0	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restructuring	-0.2	-2.1	0.0	1.4	0.0	-0.1	-10.0	0.0	-7.0	0.0	-10.0	-5.0	-5.0
Other	0.0	9.4	0.0	10.3	0.0	0.0	-1.4	0.0	-1.4	0.0	-1.5	-1.5	-1.5
External financing	80.3	85.0	5.6	73.7	22.8	25.8	95.2	18.4	127.5	77.6	86.6	81.8	90.2
Project financing	63.0	73.7	0.0	74.4	26.3	18.3	85.6	0.0	85.6	92.7	91.0	102.4	112.0
Grants	33.9	42.1	0.0	25.3	21.2	5.7	48.4	0.0	41.4	52.4	44.2	49.7	54.4
Loans	29.1	31.5	0.0	49.1	5.1	12.6	37.2	0.0	44.2	40.2	46.8	52.7	57.6
Amortization due	-23.6	-22.6	0.0	-22.9	-8.8	-9.5	-18.3	0.0	-17.5	-21.6	-19.0	-20.6	-21.8
Program aid	27.6	12.4	0.0	1.7	0.0	10.1	21.2	0.0	40.7	6.6	5.4	0.0	0.0
Grants	17.2	12.4	0.0	1.7	0.0	10.1	14.1	0.0	20.3	6.6	5.4	0.0	0.0
Loans	10.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	7.1	0.0	20.4	0.0	0.0	0.0	0.0
Debt relief obtained 4/	13.3	21.5	5.6	20.5	5.3	6.9	6.7	18.7	18.7	0.0	9.1	0.0	0.0
Financing gap	0.0	0.0	-2.1	0.0	0.0	0.0	8.9	-0.3	0.0	18.0	10.8	22.1	20.3
Possible HIPC assistance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8.9	0.0	0.0	18.0	10.8	22.1	20.3
Residual financing gap	0.0	0.0	-2.1	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Memorandum items:													
(In percent of GDP)													
Total revenue and grants	19.5	19.3	0.0	18.3	8.8	8.2	19.6	0.0	20.0	19.4	19.3	19.5	19.5
Grants	3.5	3.4	0.0	1.7	1.2	0.9	3.6	0.0	3.5	3.1	2.6	2.4	2.4
Total revenue	16.0	15.9	0.0	16.6	7.6	7.3	16.0	0.0	16.5	16.3	16.7	17.1	17.1
Total expenditure	17.6	19.4	0.2	20.1	9.3	7.0	20.4	1.0	20.6	20.2	20.9	20.8	20.8
Of which													
Wages	4.5	4.8	...	4.7	2.3	2.3	4.6	...	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5
Public investment	6.3	7.3	...	7.6	3.0	2.0	8.1	...	8.0	8.1	8.5	8.5	8.5
Overall balance (payment order basis, excl. grants)	-1.6	-3.5	...	-3.5	-1.7	0.3	-4.4	...	-4.1	-3.9	-4.2	-3.7	-3.7
Overall balance (payment order basis, incl. grants)	1.9	-0.1	...	-1.8	-0.5	1.2	-0.8	...	-0.6	-0.7	-1.6	-1.3	-1.3
Primary balance	-0.7	-2.6	...	-2.6	-1.2	0.6	-3.5	...	-3.2	-3.1	-3.3	-2.9	-3.0
Nominal GDP 5/	1,469.9	1,610.4	1,605.4	1,605.4	1,740.1	1,740.1	1,740.1	1,755.7	1,755.7	1,883.1	1,906.5	2,080.5	2,275.3

Sources: Beninese authorities; and staff estimates and projections.

1/ As indicated in EBS/00/288 (12/27/00).

2/ Including value-added taxes on imports.

3/ Total revenue minus total expenditure, excluding interest payments and net lending.

4/ Includes confirmed interim HIPC assistance from Paris Club, ADB/ADB, BOAD, OPEC, World Bank, and IMF.

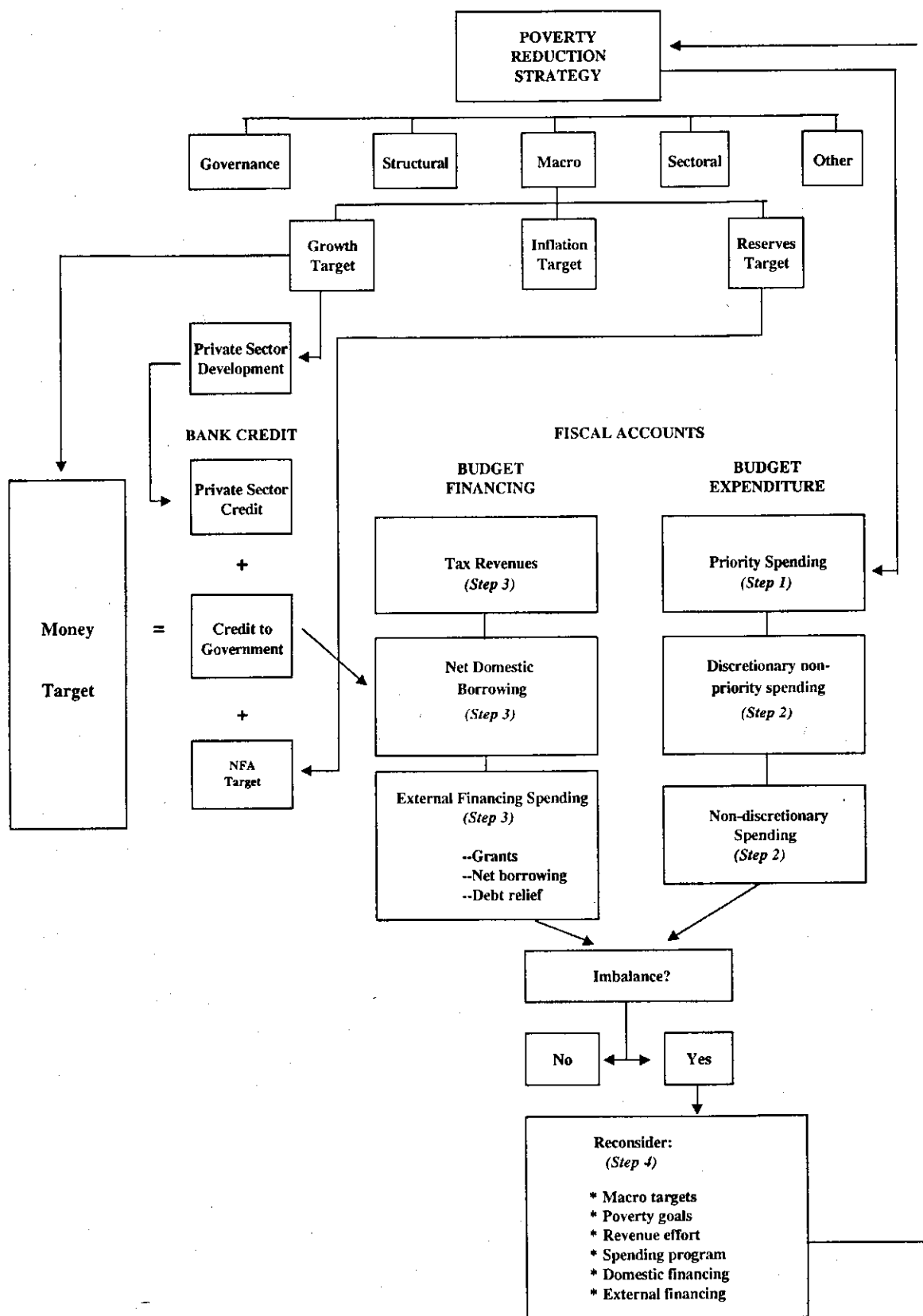
5/ In billions of CFA francs.

6. USE OF CODES AND STANDARDS

GOOD PRACTICE PRINCIPLES	BENCHMARKS FOR ASSESSMENT
A clear set of rules governs the budget process	<p>A budget law specifying fiscal management responsibilities is in operation.</p> <p>Accounting policies and account code classifications are published and applied.</p>
The budget is comprehensive.	<p>All general government activities are included in the budget.</p> <p>Extra budgetary expenditure is not material</p>
The budget supports pro-poor strategies.	Budget allocations are broadly consistent with any medium term expenditure plans for the sector or for the overall budget.
The budget is a reliable guide to actual expenditure	Budget outturn shows a high level of consistency with the budget.
Expenditure within year is controlled	<p>In-year reporting of actual expenditure.</p> <p>Systems operating to control virement, commitments and arrears.</p>
Government carries out procurement in line with principles of value for money and transparency.	<p>Appropriate use of competitive tendering rules</p> <p>Decision-making is recorded and auditable.</p> <p>Effective action taken to identify and eliminate corruption.</p>
Reporting of expenditure is timely and accurate.	<p>Reconciliation of fiscal and bank records is carried out on a routine basis.</p> <p>Audited annual accounts are submitted to parliament within the statutory period.</p>
There is effective independent scrutiny of government expenditure	<p>Government accounts are independently audited.</p> <p>Government agencies are held to account for mismanagement.</p> <p>Criticisms and recommendations made by the auditors are followed up.</p>

Source: DFID "Managing Fiduciary Risk when providing direct budget support" 2002

Chart 1: Financing Poverty Reduction Strategies in a Sustainable Manner



Current status

GPRS

Ghana's case

5. The process and timetable for preparing the GPRS is summarised in Table 1 below. The GPRS is summarised in Figure 1 and the full draft GPRS is presented at [link to CD]

MTEF

CDMT

6. The MTEF was adopted by GoG from the fiscal year 1999. It represented a major shift in the expenditure management cycle away from an incremental, ad hoc, policy disconnected approach to a more rational and integrated process. The cycle is illustrated in Figure 2 below. The MTEF process is described in [link to CD] and the intended improvements are summarised below.

MTEF Improvements to the Budget Process

To summarise, the MTEF process incorporates several disciplines

- Macroeconomic planning and forecasting
- Economic analysis of expenditure allocations
- Strategic Planning and Management
- Output based budgeting

It involves the following improvements to the preparation of the Budget:

1. Using a more strategic basis for the budget by defining MDAs* mission, goal, objectives and outputs
2. Defining the activities needed to achieve the objectives
3. Basing the budget on the costs of these activities, i.e. moving away from the incremental approach that was used in the preparation of the Recurrent Budget
4. Identifying and costing both recurrent and capital inputs together, i.e. integrating the preparation of the Recurrent and Development Budgets
5. Improving the classification and presentation of the Budget so that the activities to be implemented by ministries can be seen more clearly
6. Identifying and monitoring the outputs or targets as a measure of performance in meeting the agreed objectives

* Ministries, departments and agencies

Source: Republic of Ghana, Ministry of Finance - MTEF Draft Handbook (p 21), August 1999

7. After a promising start in the first two years (for the periods 1999-2001 and 2000-2002), the MTEF process suffered a major setback with the downturn in the economy. This resulted in unaffordable aggregate budget ceilings, leading to arbitrary cutbacks in cash releases and insufficient funds (other than to meet personnel costs) to maintain service delivery. The hoped-for rationality and predictability in the budgeting process, and subsequent release of funds, failed to materialise.

8. The lead up to the national elections at the end of 2000 resulted in a significant commitment of unbudgeted expenditures that left the new Government with a very substantial burden of unpaid arrears to clear during 2001. This major weakness in expenditure management cast considerable doubt amongst the donors

Box 5 Steps in the preparation of a MTEF

1. **Preparation of the resource envelope.** This is based on forecasts of economic performance during a three to five year period, from which revenue estimates may be derived, and forecasts of development assistance flows. In Ghana and Mozambique macroeconomic models are being developed in order to generate more realistic resource projections.
2. **Definition of the three to five year sectoral resource limits.** The resources available for allocation are determined by deducting funds committed by contract or agreement (such as counterpart financing of aid and debt service obligations) and statutory expenditures (such as pensions and inter-governmental transfers) from the overall resource envelope. Sectoral expenditure limits are then defined on the basis of government priorities and submitted to Cabinet for approval, usually several months before the beginning of the annual budget cycle.
3. **Preparation of Sector Programmes.** The sector ministries prepare medium-term strategic plans that set out their key objectives, outputs and activities, together with expenditure forecasts within the spending limits agreed by cabinet. These plans should take into consideration the cost of both on-going and new programmes, relating the expenditures to the performance targets to be met. Expenditures are generally presented by programme, with broad classifications of expenditure categories. In Ghana and South Africa these correspond to the final budget classifications. In Mozambique, the MTEF expenditure categories are simplified in order to facilitate preparation and analysis of the forecasts.
4. **Review of the Sector Programmes by Ministry of Finance.** The Ministry of Finance analyses the sector programmes to verify their consistency with the government priorities and the expenditure limits, focusing on broad strategic issues rather than the detailed structure of the proposed budgets. Where the sector forecasts exceed the limits, the Ministry of Finance may assist the sector agency in trimming expenditures or require request additional information in order to revise the limits.
5. **Submission of Revised Limits to Cabinet.** On the basis of this review, the Ministry of Finance will propose revised multi-year limits for sector expenditure for approval by Cabinet.
6. **Finalisation of Budget and presentation to Parliament** In South Africa and Ghana, the three year forecasts are presented to parliament in the government's budget proposal, the first year of the programme being subject to parliamentary approval while the second and third years are indicative spending forecasts. In Mozambique and Uganda, on the other hand, the MTEF multi-year forecasts are internal government working documents used to set the annual budget limits. The annual budget is then prepared by the line agencies, submitted to the Ministry of Finance for aggregation and presented to parliament.
7. **Review and Rollover.** The following year, the expenditure estimates are reviewed in relation to performance and preliminary budget out-turn data, where available. These provide an input to sectoral resource limits in step 2 of the next MTEF process, together with an analysis of policy changes and their budgetary implications.

Source: Based on Muggeridge (1999)

in "Aid and Public Expenditure
a guide"
Nick Foster and A. Fozzard
WP 141 ODI - London - 200

Table 7. Benin: Balance of Payments, 1999-2004

	1999	2000		2001		2002		2003	2004
		Rev. Prog. 1/	Est.	Rev. Prog. 1/	Proj.	Rev. Prog. 1/	Proj.	Proj.	

Sources: Beninese authorities; and staff estimates and projections.

1/ As indicated in EBS/00/288 (12/27/00).

2/ Includes confirmed interim HIPC assistance from Paris Club, African Development Bank/Fund, BOAD, OPEC, World Bank, and IMF.

3/ HIPC assistance after completion point assumed to be in January 2002.

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME 2002 A 2004 PAR MINISTERE ET INSTITUTION
(Déficit = 5% PIB)

(36) MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

(En milliers de francs CFA)

RUBRIQUES BUDGETAIRES	REALISATIONS 1998	REALISATIONS 1999	REALISATIONS 2000	PREVISIONS 2001	PROJECTIONS REALISATIONS 2001	PROPOSITIONS BRUTES 2002	PROPOSITIONS BRUTES 2003	PROPOSITIONS BRUTES 2004	CADRAGE 2002	CADRAGE 2003	CADRAGE 2004
I - PERSONNEL											
<i>Pars Répartie</i>	0	0	0	4 100 219	4 067 417	4 100 219	4 100 219	4 100 219	3 960 857	4 296 738	4 713 521
II - ACHATS DE BIENS ET SERVICES											
<i>1° Fonctionnement des Services</i>	0	0	0	6 520 468	6 520 468	6 930 468	7 430 468	7 930 468	6 862 436	7 111 652	8 121 539
<i>2° Charges Communes</i>				123 800	123 800	123 800	123 800	123 800	6 732 446	6 982 893	7 980 050
									129 990	128 759	141 489
III - DEPENSES DE TRANSFERT											
<i>1° Transferts d'Exploitation</i>	0	0	0	6 984 678	6 984 678	6 984 678	6 984 678	6 984 678	7 055 912	7 695 883	8 702 747
<i>2° Transferts Courants</i>				5 954 678	5 954 678	5 954 678	5 954 678	5 954 678	6 174 412	6 734 431	7 707 556
				1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	981 500	961 452	995 191
IV - ACQUISITIONS - GROSSES REPARATIONS - MATERIEL ET MOBILIERS											
				200 810	200 810	200 810	350 810	450 810	210 851	198 094	216 636
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES : I+II+III+IV	0	0	0	17 806 175	17 773 373	18 216 175	18 866 175	19 466 175	18 050 056	19 302 367	21 754 443
V - DEPENSES EN CAPITAL	6 703 000	12 451 000	14 829 000	20 362 000	15 781 588	31 779 000	34 003 530	36 723 812	15 481 000	17 850 091	19 947 164
<i>1° Financement Interieur</i>	1 229 000	2 120 000	2 103 000	8 516 000	6 233 712	21 214 000	22 698 980	24 514 898	8 516 000	10 882 711	12 852 525
<i>2° Financement Extérieur</i>	5 474 000	10 331 000	12 726 000	11 846 000	9 547 876	10 565 000	11 304 550	12 208 914	6 965 000	6 967 380	7 094 639
<i>3° Financement Interieur/Financement Int. Total</i>	18,41%	17,95%	17,02%	14,50%	14,48%	11,04%	12,29%	13,76%	12,19%	12,24%	12,15%
<i>4° Financement Extérieur/Financement Ext. Total</i>	9,87%	17,45%	16,23%	11,74%	11,74%	4,75%	5,00%	5,93%	6,96%	6,96%	6,96%
<i>5° Dépenses en Capital/Dépenses en Capital Total</i>	10,79%	17,53%	16,34%	12,75%	12,69%	7,66%	8,28%	9,56%	9,11%	9,44%	9,60%
TOTAL GENERAL	6 703 000	12 451 000	14 829 000	38 168 175	33 554 961	49 995 175	52 869 705	56 189 987	33 571 056	37 152 458	41 701 608

	1998 PNB per capita (\$ de 1995)	PNB per capita (\$ par. pv. d'achat)	Population (en millions)	Densité (popul./km²)	Pop. urbaine (%popul.tot.)	Espérance de vie (à la naissance)	Tx analphab. (15 ans et plus)
Benin	389	857	5,9	54	41	53	62
Burkina Faso	258	866	10,7	39	17	44	78
Ghana	399	1735	18,5	81	37	60	31
Senegal	575	1297	9,0	47	46	52	65
Mali	263	673	10,6	9	29	50	62
Malawi	176	551	10,5	112	22	42	42
Ethiopia	108	566	61,3	61	17	43	64
Uganda	333	1072	20,9	105	14	42	35
Tanzania	180	483	32,1	36	31	47	26
Mozambique	178	740	16,9	22	38	45	58
Source: World development indicators - CDrom - World Bank - 2000							

[illegible]